

L'affaire Benalla

Le 1^{er} mai dernier, des opposants à la politique du gouvernement ont été violemment dispersés par les forces de l'ordre. Très vite, des images de policiers faisant usage de la force circulent sur Internet, puis plus rien. Mais le 18 juillet, « Le Monde » identifie formellement l'un des auteurs des : Alexandre Benalla. Stupeur : non seulement l'homme est coiffé d'un casque de police alors qu'il n'est pas policier, mais en plus il est chargé de la sécurité personnelle d'Emmanuel Macron depuis la Présidentielle. Il avait été nommé adjoint au chef de cabinet de l'Élysée. Il a été mis en examen pour violences et usurpation de fonctions.

Très vite, on apprend que le directeur de cabinet, Patrick Strzoda, était au courant des faits depuis le 2 mai : au lieu de transmettre l'information au procureur de la République comme l'exige le Code de procédure pénale, il a préféré étouffer l'affaire et infliger à Alexandre Benalla une simple mise à pied de 15 jours, avec suspension de salaire, sans commune mesure avec l'extrême gravité des faits reprochés.

Mais l'affaire ne s'arrête pas là. De révélations en révélations, on apprend qu'Alexandre Benalla est habitué à se faire passer pour un policier, voire à donner des ordres à la Police. On apprend qu'il n'était pas seul dans ce cas. On apprend qu'il jouissait de privilèges exorbitants comme un logement de fonction, ou encore un badge d'accès à l'Assemblée Nationale. On apprend que sa mise à pied n'a jamais été effective, et qu'il est resté proche du Président. Et surtout on apprend que son rôle extrêmement trouble était connu au plus haut niveau de l'Etat, y compris selon toute vraisemblance d'Emmanuel Macron en personne.

De ce qui aurait dû n'être qu'un simple fait divers, l'affaire Benalla est donc devenue une affaire d'Etat. Pourquoi ? Parce que les révélations en cascade, les protections accordées à Benalla, et les pressions exercées sur les différents acteurs de l'affaire, ont montré que nous n'étions plus seulement confrontés à un individu, incontrôlable, abusant de son pouvoir, mais face à une hiérarchie ayant sous-estimé la gravité d'un délit et ayant appliqué une sanction totalement inadaptée.

Car la situation aujourd'hui fait que les Français se posent des questions autrement plus graves : les services de l'Élysée entretiennent-ils des individus classés au-dessus des lois ? Capables de donner des ordres à la Police ? Ou encore de s'introduire au cœur de nos instances démocratiques ? L'argent public sert-il à rémunérer des mercenaires ? Dans quels buts et avec quelles prérogatives ? Y a-t-il dans notre République un système de police parallèle, et dans ce cas, placée sous l'autorité de qui, à quel niveau de la hiérarchie d'état, avec quelles complicités ? Si Alexandre Benalla n'était pas en service commandé, quelles informations confidentielles pourrait-il détenir qui lui permettent d'être couvert par des personnes beaucoup plus importantes que lui ?

C'est à ces questions qu'il importe aujourd'hui d'obtenir des réponses. La situation est explosive, car si certaines hypothèses s'avéraient, c'est toute la République qui s'en trouverait salie, toute la confiance des Français dans leurs institutions qui serait ébranlée, et tout l'exécutif qui pourrait, pour laver l'honneur du pays, n'avoir d'autre choix que la démission.

Dans ce contexte, le silence du chef de l'Etat est particulièrement assourdissant. Les Français ont besoin de connaître la vérité. Et ils ont besoin d'un Président qui assume ses responsabilités face à eux, qui les assume réellement, c'est-à-dire en assumant toutes les conséquences, et pas en faisant passer pour courageuses des déclarations dignes d'un élève de sixième surpris en train de fumer dans les toilettes de son collègue.

A défaut de réponses convaincantes, la pire crise politique du quinquennat d'Emmanuel Macron pourrait prendre des proportions bien plus importantes et se transformer en crise de régime : est-ce vraiment ce que veut Emmanuel Macron ? A lui d'en décider. En tous cas, les Français prendront, eux, les leurs.

Dr Bruno Bourgeon, président d'AID
D'après « Le Fil d'Actu », de Tatiana Jarzabek